Tribunal Judiciaire de VESOUL
Chambre civile 1
RG n°22/01107

Besançon, le 30.03.2023

**CONCLUSIONS
AVEC INTERVENTION VOLONTAIRE**

POUR :

La société CLAUDE COUVERTURE en redressement judiciaire, société en actions simplifiée immatriculée au RCS de BESANCON sous le numéro 483 080 594 dont le siège social est 18 rue de Pythagore, 25320 CHEMAUDIN ET VAUX prise en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié de droit en cette qualité audit siège social

Demanderesse au principal
Défenderesse à l'opposition

Maître Alexandre LIARD (SCP DEGRE 7)

Maître Pascal GUIGON, en qualité de mandataire judiciaire de la société CLAUDE COUVERTURE selon jugement du Tribunal de Commerce de BESANCON du 08.02.2023, entrepreneur individuel ayant pour SIREN 327 614 244, dont le siège social est situé au 3 Avenue du Commandant Marceau, 25000 BESANCON

Intervenante volontaire

Maître Alexandre LIARD (SCP DEGRE 7)

CONTRE :

La société COOPERATIVE AGRICOLE INTERVAL, société coopérative agricole immatriculée au RCS de VESOUL sous le numéro 778 372 474 dont le siège social est ZI Les Giranaux, 70100 ARC LES GRAY prise en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié de droit en cette qualité audit siège social

Défenderesse au principal
Demanderesse à l'opposition

Maître Virginie LEONARD (SELARL LEONARD-VIENNOT)

PLAISE AU TRIBUNAL

RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

Par un devis du 22.05.2021, la coopérative INTERVAL a confié à la société CLAUDE COUVERTURE la dépose du bardage existant et la fourniture d'un nouveau bardage sur le hangar agricole situé Route Nationale à CHEMIN (39120) moyennant un coût de 95.361,73 € TTC (*Pièce 1*).

Les travaux ont été facturés au-fur-et-à-mesure de l'avancement du chantier, à savoir :

- Facture n°0009370 du 29.01.2021 : 27.500 € TTC réglée (*Pièce 2*)
- Facture n°0009488 du 15.03.2021 : 30.000 € TTC réglée (*Pièce 3*)
- Facture n°0009872 du 27.09.2021 : 37.178,40 € TTC impayée (*Pièce 4*)

En conséquence, la société INTERVAL demeure débitrice de la somme de 95.361,73 € TTC (bon de commande correspondant aux travaux réalisés) – 57.500 € TTC (paiements effectués) = **37.178,40 € TTC**

Par LRAR remise le 12.05.2022, la société CLAUDE COUVERTURE a mis en demeure la coopérative INTERVAL de régler les sommes dues pour un montant total de 37.178,40 € TTC au titre de la facture du 27.09.2021 (*Pièce 5*).

Aucun paiement n'est intervenu.

La société CLAUDE COUVERTURE a adressé deux nouvelles LRAR à la coopérative INTERVAL, remises respectivement le 25.05.2021 et le 07.06.2021, afin de solliciter le règlement du solde des travaux, en vain (*Pièces 6 et 7*).

La société CLAUDE COUVERTURE a donc été contrainte de saisir le Président du Tribunal judiciaire de Vesoul d'une requête en injonction de payer.

Par ordonnance du 11.07.2022, la juridiction a fait droit à la demande de la société CLAUDE COUVERTURE à hauteur de 37.178,40 € plus les dépens (*Pièce 8*).

La décision a été signifiée à personne morale à la coopérative INTERVAL le 19.08.2022 (*Pièce 9*).

La société INTERVAL a formé opposition, par l'intermédiaire de son Avocat, par déclaration au greffe de la juridiction le 13.09.2022 (*Pièce 10*).

La société CLAUDE COUVERTURE a constitué Avocat le 27.09.2022 (*Pièce 11*) dans le délai de 15 jours suivant l'avis d'opposition du 15.09.2022 (*Pièce 12*).

Par LRAR de son Avocat du 27.09.2022 présentée à la coopérative INTERVAL le 29.09.2022, la société CLAUDE COUVERTURE a informé la société débitrice de l'obligation de constituer Avocat dans le délai de 15 jours, conformément à l'article 1418 du Code de procédure civile (*Pièce 13*).

Dans l'intervalle, la société CLAUDE COUVERTURE a été placée en redressement judiciaire selon jugement du Tribunal de Commerce de BESANCON du 08.02.2023, notamment en raison de l'impayé objet de cette instance.

Maître Pascal GUIGON a été désigné mandataire judiciaire, intervenant volontairement à la présente instance par l'effet des présentes conclusions.

DISCUSSION

I- SUR L'INTERVENTION VOLONTAIRE DE ME PASCAL GUIGON

Par jugement du Tribunal de Commerce de BESANCON du 08.02.2023, Maître Pascal GUIGON a été nommé Mandataire judiciaire de la société CLAUDE COUVERTURE placée en redressement judiciaire. (*Pièce 13*)

Conformément aux dispositions des articles 325 et suivants du Code de procédure civile, Maître Pascal GUIGON est recevable et bien fondé à intervenir volontairement dans la présente instance.

II- SUR LE BIEN FONDE DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

Par ordonnance d'injonction de payer rendue par le Président du Tribunal de céans le 11.07.2022, les demandes de la société CLAUDE COUVERTURE ont été validées en totalité (*Pièce 8*).

Elles ne souffrent d'aucune irrégularité, et sont apparues bien fondées au Président qui les a examinées.

En effet, l'article 1103 du Code civil énonce que « *les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits* ».

Or, par devis accepté le 22.05.2021, la société INTERVAL a confié à la société CLAUDE COUVERTURE la réalisation de travaux de couverture et de pose d'un bardage, après dépôt de l'existant, au prix de 95.361,73 € TTC (*Pièce 1*).

Les travaux ont été réalisés conformément au devis ; facturés au-fur-et-à-mesure des travaux pour un montant total identique à la commande.

La coopérative INTERVAL a d'ailleurs pris possession du hangar agricole où a été installé le nouveau bardage par la société CLAUDE COUVERTURE.

Par la suite, la coopérative INTERVAL s'est plaint de défauts qui affecteraient certains des travaux sous-traités par la société CLAUDE COUVERTURE à la société SFCI.

Mais, faute de réserves formulées lors de la réception par le maître d'ouvrage, cela vaut quitus pour l'entrepreneur. (*Cass. 3ème Civ., 4 nov. 1999, n°98-11.310*)

Et le cas échéant, les défauts allégués :

- Seraient imputables à la société SFCI ;
- Seraient garantis et pris en charge au titre des assurances obligatoires.

La défenderesse est donc mal fondée à refuser de régler la somme de 37 178,40 € TTC sur les travaux réalisés.

En effet,

D'une part, la créance de la société CLAUDE COUVERTURE est liquide et exigible à ce jour ; ce qui n'est pas le cas de la créance éventuelle de la coopérative INTERVAL, relative à d'éventuels défauts, et qui reste à ce jour purement hypothétique.

D'autre part, la coopérative INTERVAL ne peut tout à la fois réclamer indemnisation de préjudices qui résultent pour elles de prétendus défauts (ce qu'elle fait devant le Tribunal Judiciaire de DIJON) tout en refusant de régler le solde du marché.

Cela reviendrait à faire bénéficier la défenderesse d'un double paiement, d'un enrichissement sans cause.

Ainsi la Cour de Cassation a jugé que « *vu l'article 1147 du code civil, dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance du 10 février 2016, ensemble le principe de réparation intégrale du préjudice ;*

Attendu que, pour rejeter la demande de la société Deblangey et accueillir la demande de Mme X..., l'arrêt retient que l'entrepreneur a engagé sa responsabilité en effectuant des travaux inefficaces ;

Qu'en statuant ainsi, en indemnisant intégralement Mme X... des conséquences des manquements de la société Deblangey à ses obligations, tout en la dispensant de payer le montant des travaux exécutés par cette société, la cour d'appel a violé les textes et principes susvisés ; » (Cass. 3ème Civ., 20 avril 2017, n°16-13.885, Sté Deblangey fils c/ N.)

Enfin, la défenderesse aurait pu consigner tout au plus, 5% du prix au titre d'une retenue de garantie (pas 40%) et elle aurait dû les libérer 1 an après la réception avec ou sans réserve, conformément à la loi n°71-584 du 16 juillet 1971 d'ordre public.

En conséquence,

Le Tribunal dira la demande de la société CLAUDE COUVERTURE régulière, recevable et bien fondée.

La coopérative INTERVAL sera condamnée à payer à la société CLAUDE COUVERTURE la somme de 37 178,40 €, augmentée des intérêts au taux légal à compter du 12.05.2022.

* * *

Enfin, il serait particulièrement inéquitable au cas d'espèce que la société CLAUDE COUVERTURE supporte définitivement la charge des frais qu'elle a été contrainte d'exposer pour assurer sa défense.

En conséquence, la coopérative INTERVAL sera condamnée à la somme de 2500 € au titre des frais irrépétibles, sur le fondement de l'article 700 du Code de procédure civile, ainsi que les entiers dépens.

* * *

PAR CES MOTIFS

*Vu les articles 325 et suivants du Code de procédure civile,
Vu les dispositions des articles 1103 et 1104 du Code civil ;*

DIRE ET JUGER recevable et bien fondée l'intervention volontaire de Maître Pascal GUIGON en qualité de mandataire judiciaire de la société CLAUDE COUVERTURE ;

CONDAMNER la société COOPERATIVE AGRICOLE INTERVAL à payer à la société CLAUDE COUVERTURE la somme de 37 178,40 €, augmentée des intérêts au taux légal à compter du 12.05.2022 ;

ORDONNER la capitalisation des intérêts ;

DEBOUTER la société COOPERATIVE AGRICOLE INTERVAL de l'intégralité de ses demandes ;

CONDAMNER la société COOPERATIVE AGRICOLE INTERVAL à payer à la société CLAUDE COUVERTURE la somme de 2500 € au titre des frais irrépétibles sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;

Ainsi qu'aux entiers dépens qui comprendront notamment la somme de 72,60€ au titre de la de signification de l'ordonnance en injonction de payer.

SOUS TOUTES RESERVES.

BORDEREAU DES PIECES ANNEXES

1. Devis du 22.05.2019
2. Facture n°0009370 du 29.01.2021
3. Facture n°0009488 du 15.03.2021
4. Facture n°0009872 du 27.09.2021
5. LRAR de CLAUDE COUVERTURE à la coopérative INTERVAL 12.05.2022
6. LRAR de CLAUDE COUVERTURE remise le 25.05.2021
7. LRAR de CLAUDE COUVERTURE remise le 07.06.2021
8. Ordonnance du 11.07.2022
9. Signification d'ordonnance à la débitrice 19.08.2022
10. Opposition de la société INTERVAL, 13.09.2022
11. Avis d'opposition 15.09.2022
12. Constitution Me LIARD 27.09.2022
13. LRAR Me LIARD à la société INTERVAL 27.09.2022
14. Extrait BODACC